

Le bulletin est l'arme du peuple !

le 15 mars 2026

MOBILISONS NOUS POUR à BOURG en BRESSE

Pas une seule voix ne doit
manquer à la liste de gauche
et d'ouverture menée par
Jean-François DEBAT !

Notre ville ne doit pas servir
de laboratoire national pour
une expérience d'alliance
entre la droite et l'extrême
droite de Zemmour.

Poursuivons le travail
engagé depuis plusieurs
mandats municipaux et
enrichissons le par toujours
plus de solidarité et
d'écoute.



Les candidats soutenus par le PCF :



Fabrice
Canet

Conseiller emploi à France
Travail, militant syndical
depuis 30 ans, investi
notamment sur les
questions de Santé au
travail.
Maire adjoint de 2020 à
2026 avec la délégation
Jeunesse et Démocratie
Locale.

Les élections municipales sont l'occasion
de changer le réel au quotidien. Le
moteur de notre engagement c'est croire
en l'émancipation. Chacun doit pouvoir
être acteur de sa propre histoire quel que
soit son âge, son genre, son origine, ses
orientations sexuelles, philosophiques,
religieuses et ce dans tous les quartiers
de la ville, de la Reyssouze à Terre des
fleurs, en passant par Les Vennes, le
Centre [...].



Mandy
Perret
Medevielle

31 ans - psychologue
clinicienne. Militante depuis
plusieurs années, pour les
droits des femmes
notamment. A grandi avec la
lutte des classes, la critique
du système capitaliste et la
conviction qu'une autre
société est possible.
Sympathisante du parti communiste
français. Se dit fière d'être soutenue par
celui-ci pour les élections municipales à
venir.

"Pour moi, participer à la politique locale,
c'est porter les valeurs humanistes qui
sont les nôtres, se mettre à l'écoute des
plus vulnérables, de celles et ceux qui ne
trouvent plus leur place dans notre
société, dans notre ville. C'est faire
entendre les jeunes, particulièrement
attaqués par les politiques récentes, et
constamment dévalorisés. Pour moi, la
scène locale doit être le terrain de la
conquête de l'esprit critique, de toutes les
citoyennetés et doit montrer qu'on peut
vivre autrement, que les priorités ne
peuvent être résumées au profit et que le
vivre ensemble, les services publics, les
ressources, c'est ça qu'il faut protéger et
toujours défendre. Je m'engage à porter
et soutenir des projets de démocratie
locale, collaboratifs et à faire entendre la
coloration qui est la nôtre. « Il faut être
poète pour penser hors de l'ordre et
détecter l'arbitraire de ce qu'une tradition
pluriséculaire fait nécessairement
apparaître comme inéluctable » (Aurélien
BARRAU). Alors poétesse je chercherai à
être."



SPECIAL MUNICIPALES BOURG 2026

Le dossier
du mois

Le communisme municipal, ça marche !

Certaines villes sont gérées par un maire communiste
et une équipe de gauche, avec une démarche
souvent singulière désignée par tous comme "le
communisme municipal".

A Bourg en Bresse, avec nos candidats, nous
apportons ici notre contribution en dégagant
quelques pistes originales pour aider la municipalité
dans le renouvellement permanent de son action.

c'est la mise en commun(e)

La place des communes dans la construction de la
République est attestée par l'Histoire.

La perte organisée des moyens et des compétences
des communes est un recul démocratique qu'il faut
endiguer.

Voir page 2 et 3 →

Le bulletin est l'arme du peuple . . .

VOTONS
pour la liste
"J-F Debat
Bourg nous
rassemble"
**AVEC LES
CANDIDATS
SOUTENUS
PAR LE PCF**

VOIR PAGE 4 →

Voter, c'est exercer son pouvoir



A lors que l'année vient tout juste de
commencer, l'actualité de la scène
internationale est des plus inquiétante :
Vénézuéla, Iran, Ukraine-Russie, Israël-
Palestine, Inde-Pakistan, Thaïlande-
Cambodge, République démocratique du
Congo-Rwanda, Soudan, Tanzanie, Somalie....
Les peuples agressés sont en première ligne
de l'autoritarisme et de la fascisation
accélérée ayant cours actuellement partout
dans le monde.

Nous devons promouvoir la culture de la paix
et il y a urgence à le faire. Urgence à se
rassembler pour refuser les logiques de
guerre, qui partout font preuve d'inefficacité,
et aggravent le quotidien de milliers de
personnes.

En France, le budget de l'Etat et de la Sécurité
sociale 2026 ont été adoptés. Au final, le
PLFSS est mauvais et dangereux pour
l'ensemble de la protection sociale et
plusieurs mesures du budget de l'état vont
affecter encore plus les conditions de vie des
personnes les plus vulnérables, qui ne cessent
de se détériorer depuis plusieurs années.

Nous entrons également dans une période
décisive pour le devenir de nos territoires. En
effet, le 15 mars prochain, il y aura le 1er tour
des municipales. Ce mandat, c'est sans doute
ce qu'il nous reste de plus beau dans notre
République, car effectivement les communes
sont les premiers lieux de résistance et
d'offensive, là où se construit, dans la
proximité, la France de demain.

Et la France de demain, c'est notre jeunesse.
Le Medef propose la création d'un "CDI
spécial jeunes" qui pourrait être rémunéré
moins que le SMIC et rompu sans motif. Notre
jeunesse mérite mieux que du mépris. C'est le
coût du capital qu'il faut baisser, pas celui dit
"du travail", ni les dépenses sociales. Le PCF
s'inscrit résolument dans la construction de
véritables perspectives d'avenir pour les
jeunes et pour tout le monde du travail.

Les communes portent des projets de dignité
humaine, de solidarité, de transition
énergétique et écologique juste, de sécurité,
mais de sécurité humaine au sens large :
alimentation, accès à la santé, au logement, à
la mobilité, la tranquillité publique...

Dans une époque trouble, où certaines
couleurs politiques affichent des velléités,
pratiquent des discours populistes ou des
rapprochements contre nature, voter pour ces
élections, c'est faire le choix de s'impliquer
localement, c'est faire le choix du commun,
c'est faire le choix d'exprimer ses valeurs.

Patricia Medevielle
Conseillère municipale sortante

cipal,

Droit à la mobilité libre et gratuite ...



Le fil rouge

La mise en commun(e)

Les jeunesses d'abord !



Le communisme municipal, c'est croire en l'émancipation, c'est croire que chacun doit pouvoir être acteur de sa propre histoire quel que soit son âge, son genre, son origine, ses orientations sexuelles, philosophiques et religieuses.

Une émancipation au cœur de nos politiques, « Une ville pour toutes les jeunesses » car il ne faut pas oublier que ce sont « Des » jeunesses. On a une fâcheuse tendance à en faire un tout uniforme, alors qu'en réalité, il existe des inégalités sociales très importantes.

Ainsi, comment répondre au mieux aux besoins des jeunes au niveau local, qui nécessitent un investissement quotidien de l'ensemble des acteurs : jeunes, professionnel.les et élu.e.s ?

En affirmant une politique volontariste pour toutes les jeunesses. Une politique jeunesse innovante ! Dessiner et proposer un horizon désirable pour nos jeunes, porter une attention particulière aux conditions de vie et au bien-être des jeunes bourgiennes et bourgiens.

Ainsi, comprenons-nous la manière dont pense, agit et s'exprime notre jeunesse aujourd'hui ? Une partie d'entre elle n'est-elle pas en demande de plus de démocratie, d'associations, de renouvellement des modes de participation ?

Osons proposer aux jeunes une dynamique participative dont le fil rouge conduit de l'encadrement éducatif des plus petits à l'accompagnement social et citoyen des plus grands, dans des rapports de confiance : prise en compte de leurs aspirations, émergence de leurs projets, projection dans leur statut/rôle de citoyen.

L'enjeu est de faire entendre le vécu des inaudibles, le recueil et la confrontation de témoignages individuels, en faisant de notre ville « Une ville pour toutes les jeunesses.

Engager Bourg et l'Agglo sur l'objectif d'un grand plan de mobilité du transport en commun incluant la gratuité. Divers dispositifs associatifs de transports sont tentés et accompagnés. Pour autant, il faut viser à la hauteur des enjeux au-delà du court terme. De nombreuses expériences existent déjà dans le pays. En Bresse, ayons le courage de prendre à bras le corps cette question sociale et écologique.

La démocratie doit être un vecteur pour le diagnostic, les réflexions et les solutions. Associer tous les utilisateurs potentiels, sera gage d'efficacité pour le développement du réseau et le cadencement des horaires, afin d'assurer la liberté de déplacement, la qualité de l'air et la lutte contre le réchauffement climatique.

Le droit au logement



Maintenir le haut niveau de logement social pour répondre aux besoins en attente.

Alors que les bailleurs sociaux sont étranglés par l'État dans leurs capacités à construire, ils doivent être soutenus pour obtenir des moyens. Par ailleurs tous les leviers possibles et légaux doivent être utilisés pour inclure du logement social dans toute construction collective, cela permet aussi la mixité sociale.

Le logement est un droit : c'est dignité, solidarité et vivre ensemble

Les mairies communistes ont la parole en un clic :

Une démocratie réelle exige des citoyens informés et critiques. La ville doit être un espace d'accès à la culture (comme outil d'émancipation (et non de simple loisir), de formations et de débats publics ; de travail de mémoire populaire (exemple de la plaque du 17 octobre 1961, allée de Challes) ; de solidarité (ville de soutien aux peuples agressés, ville d'accueil des laissés pour compte, ville agissant pour les femmes et minorités subissant des violences...). Il s'agit de permettre à chacun de s'approprier les savoirs, les droits et les enjeux qui le concerne, des questions d'urbanisme à la crise écologique en passant par toutes les questions sociales et sociétales.

Vous découvrirez toutes ces expériences au moyen du QR code ci-contre.

Philippe Rio, Maire communiste de Grigny, élu meilleur maire du monde en 2022. Initiateur du plan Borloo pour le sauvetage des banlieues.

Retrouvez les expériences des différents territoires qui initient des démarches pour le bien commun



Alimentation durable et de qualité



Ambitionner un projet de ferme urbaine ou de maraîchage public, afin d'être acteur local d'une réorientation agricole de proximité et de qualité en particulier pour la restauration scolaire. Avoir le courage de construire un PAT (projet alimentaire territorial) ville ou agglo, parce que les circuits courts et une meilleure santé passent par des actes forts. Ce n'est pas utopique, cela se développe dans plusieurs collectivités sous un concept de projet d'alimentation durable qui peut aussi intégrer « l'idée » de sécurité alimentaire.

Manger tous et bien ça réoriente l'agriculture et c'est bon socialement.

On fait souvent remonter les premiers usages politiques du terme de « commune » au milieu du Moyen-Âge, au moment de ce que l'on a appelé le "mouvement des communes".

Au XI^e siècle, des villes débarrassées de leurs seigneurs constituent des maisons communes, qu'on commence à appeler "hôtels de ville". Suivent des chartes définissant des organisations communales et de premiers codes civils. Ce mouvement des communes a été une étape importante de l'affaiblissement du pouvoir féodal.

De 1789 à 1792, la commune -dite insurrectionnelle- refait son apparition. Les sans-culottes investissent ces assemblées bourgeoises, les ouvrent à toutes et à tous. Sont posées les bases du projet communal tel qu'il est revendiqué depuis par la gauche et les progressistes. Le fond du projet est l'égalité des jouissances et la forme la démocratie la plus directe qui puisse être mise en œuvre.

Puis, dernier moment important de notre histoire de la commune, le mouvement des communes de 1870 - 1871. A Paris, la Commune dure soixante-douze jours avec l'ouverture de la citoyenneté aux étrangers, l'interdiction du travail de nuit, l'enseignement laïc, le début d'une égalité salariale, la transformation des ateliers en coopératives ouvrières...

Il faut continuer à réinventer, dans la modernité, ce rang essentiel du pouvoir démocratique. C'est le contraire de qu'ont produit, depuis des décennies, les différents gouvernements.

Mais la résistance locale existe avec des expériences comme les plans d'urgence pour la santé, le droit de vivre dignement sa jeunesse ou son grand âge, les droits fondamentaux à l'eau, à l'alimentation de qualité, aux transports ... sans oublier la solidarité internationale...

Lors des élections municipales, ne donnons pas les clefs du pouvoir local aux droites, et notamment à l'extrême droite qui a voté contre la taxe Zukman, contre l'augmentation du SMIC et des pensions de retraite, contre toutes les propositions sociales aux parlements nationaux et européens, qui a validé les 211 milliards versés sans contreparties aux grandes entreprises, qui a refusé de nationaliser Arcelor Mittal...

Une gauche ouverte, sociale, solidaire et écologiste est choisie depuis plusieurs mandats, dans notre commune et agglomération, pour gérer les affaires. Poursuivons le travail engagé et renforçons les efforts entrepris de démocratisation de la vie communale avec nos concitoyens.

Ne laissons à personne la possibilité de reprendre les rênes car ce serait ôter un point d'ancrage local au mouvement de transformation national et renoncer aux efforts sociétaux et solidaires engagés depuis des décennies par l'équipe en place.

Bruno Calatayud